



LA UNE

# Avec Nicolas Sarkozy, le développement durable est de plus en plus insoutenable

Par

Article publié le vendredi 07 mai 2010

**Marilza de Melo Foucher**, économiste franco-brésilienne, est consultante internationale spécialisée dans la planification et le développement régional. A l'occasion du troisième anniversaire de l'élection de Nicolas Sarkozy, elle constate que le Grenelle de l'environnement est un échec. Selon elle, «*le concept et la mise en œuvre du développement durable pour ce gouvernement demeurent flous et indéfinis*».

Nicolas Sarkozy et son gouvernement sont en contradiction avec l'initiative du Grenelle de l'environnement. En effet l'environnement n'est pas une démarche isolée, il est nécessaire de l'appréhender par le biais d'une vision systémique du développement se fondant sur la recherche d'intégration et de mise en cohérence de politiques sectorielles. Ceci impose un traitement conjoint des effets économiques, sociaux et environnementaux de toute politique ou action humaine. La préservation des écosystèmes sur lesquels reposent la vie humaine, animale et végétale est tout aussi fondamentale que la lutte contre les inégalités sociales et la redistribution des richesses. Nonobstant, il semble que M. Sarkozy ne soit pas soucieux de lier exigences environnementales et revendications sociales. Le Grenelle de l'environnement a été simplement une tribune pour apparaître à côté d'un prix Nobel et attirer la presse américaine et européenne. Pour les écologistes de façade, les grandes messes sont toujours utiles pour leur notoriété ! M. Sarkozy est un bon prédicateur quand il lit les discours de son conseiller, et le Grenelle de l'environnement fut une mise en scène parfaite pour créer un impact du monde médiatique jusqu'alors sous le charme de Nicolas Sarkozy le 1er.

Il faut remarquer que les Français commencent à s'habituer aux mises en scène sarkozystes et aux grands discours sans lendemain. Depuis l'arrivée de M. Sarkozy à la tête du gouvernement de la France, la parole politique a perdu toute crédibilité tant on constate une banalisation du mensonge au plus haut sommet de l'Etat. Il suffit d'énumérer les derniers engagements restés sans suite et autres assertions gratuites : en finir avec les paradis fiscaux, les patrons voyous ; empêcher la fermeture des usines ; faire baisser le chômage ; chercher la croissance avec les dents, etc. **Dans son discours lors de la conclusion du Grenelle de l'environnement en 2007 le Président affirmait avec conviction :**

« *L'Etat sera précurseur dès 2008, tous les ministères et toutes les administrations feront leur bilan carbone et engageront un plan pour améliorer de 20 % leur efficacité énergétique.*

*Dès 2008, le code des marchés publics sera réformé pour que les*

*clauses environnementales ne soient plus facultatives mais obligatoires .*

*Dès 2008, tous les projets de bâtiments publics respecteront les meilleures normes de performance énergétique.*

*Et dès 2009, tous les nouveaux véhicules des administrations devront être propres. Ce grand programme n'est pas une dépense, c'est un investissement. C'est l'investissement le plus rentable que nous pouvons faire aujourd'hui.*

*Pour le seul secteur du bâtiment, nous allons créer 100 000 emplois et de nouvelles filières de formation.*

*Dans le seul secteur des nouvelles énergies, 50 000 emplois seront créés. »*

(Pour un bilan détaillé des trois ans d'application du Grenelle de l'environnement, lire l'article de Jade Lindgaard sur Mediapart.)

Aujourd'hui la cacophonie sur la grande messe du Grenelle de l'environnement est au sommet du pouvoir. Le monde associatif et les ONG engagées dans le combat de longue date attendent toujours les engagements pris par M.Sarkozy ! Vous croyez toujours à ses promesses ? Lisez les mesures issues du Grenelle de l'environnement et faites vous-même le bilan !

Pour mettre en place les promesses du Grenelle de l'environnement, il fallait élaborer des politiques publiques ciblées, qui facilitent le changement des comportements. Mais aussi une vraie stratégie du développement conçue de façon systémique et articulée, afin de créer des instruments efficaces, capables de concilier la croissance économique avec le respect des écosystèmes, protection environnementale et sociale assurant un avenir pour les nouvelles générations. Mais le concept et la mise en œuvre du développement durable pour ce gouvernement demeurent flous et indéfinis.

Comment peut-on parler de développement durable en France quand les institutions politiques et économiques sont affaiblies et les programmes sociaux étouffés ? Où va l'économie lorsqu'elle est dominée par le monde des finances et lorsque l'économie se détache du social ?

Dans la vision de l'orthodoxie libérale du gouvernement Sarkozy, l'Etat est en train de perdre ses fonctions sociales et sa liberté d'agir pour le bien-être de ses citoyens. Dès le début de son mandat, M. Sarkozy agit en tant que PDG d'un « Etat entrepreneur » affaiblissant le rôle de l'état dans les prestations de services publics. Les premières mesures prises, tels que la franchise mé-



dicale et les cadeaux fiscaux faits aux riches, sont des exemples concrets sur la façon entrepreneuriale de gouverner la France : des cadeaux pour des riches et des contraintes pour les pauvres et la classe moyenne.... Dans l'avenir proche, cet Etat sera incapable de garantir une intégration politique et sociale fondée sur le droit élémentaire d'accès à une éducation de qualité, un système de santé, un assainissement, et enfin à l'usufruit du bien public.

Une chose positive est toutefois à relever : les jeunes sont très sensibles à la démarche du développement durable et l'opinion publique en France commence à se réveiller. Petit à petit l'opinion publique commence à faire la différence entre l'écologie politique, l'écodéveloppement solidaire, l'écologie du spectacle et tous ces faux écologistes qui agissent par opportunisme politique ou pour profiter d'un marché juteux en ce qui concerne le commerce avec les services environnementaux. Le marketing écologique est en marche avec les grandes entreprises transnationales prêtes à contrôler le marché des énergies renouvelables et d'autres

technologies dites vertes.

J'espère que le monde associatif, académique engagés pour un autre développement ne sera pas dupe avec le Grenelle 2 ! Il ne faut pas baisser les bras face aux beaux discours qui en rien ne se traduisent dans des actions concrètes. Il faut continuer à se mobiliser pour un écodéveloppement solidaire, pour une société plus équitable. Cela veut dire un développement, économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable. Cela signifie aussi une nouvelle forme de gouvernance, où la mobilisation et la participation de tous les acteurs de la société civile aux processus de décision doit prendre le pas sur le simple échange d'informations.

Il faut dorénavant insister sur les façons de supprimer les obstacles et les barrières qui bloquent l'action concrète et efficace d'un développement territorial intégré et solidaire, plutôt que de s'intéresser seulement aux concepts et aux énoncés de principes. Il revient à la gauche de construire ce paradigme !

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Éditrice de Mediapart (SAS). Capital social : 4 017 200 €.  
Immatriculation : n° 500 631 932 RCS Paris. Numéro de CPPAP : en cours.  
Président : Edwy Plenel. Directeur éditorial : François Bonnet.  
Rédaction et administration : 8 passage Brulon, 75012 Paris.  
Courriel : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr) . Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08. Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90.